

Nuages noirs au-dessus des forêts qui brûlent



Alsace Nature a organisé un rassemblement à la Place Kléber à Strasbourg, le 7 septembre, sous l'impulsion d'Anne Vonesch, responsable du thème agriculture pour Alsace Nature, avec Youth for Climate (Jeunesse pour le climat).

La déforestation, est-ce une éternelle fatalité ? Pouvons-nous agir localement ? Comment ?



Dans l'émotion d'une incommensurable tristesse, c'est bien sur cette dernière question qu'Alsace Nature entend se mobiliser. Si ce rassemblement réussit son pari et fait émerger une suite constructive et opérationnelle, la première piste ouverte est celle des Plans Climat-Air-Energie-Territoriaux.

Mais place d'abord à **nos amis boliviens et brésiliens**, présents, exprimant leur désespoir, leur appel à l'aide. **Pour la Bolivie**, ce sont plus de 2 millions d'hectares partis en fumée, les animaux brûlés ou en errance à la recherche d'eau, pour souvent finir tués sur les routes. Les Boliviens appellent à une aide matérielle – les pompiers sont courageux mais manquent de moyens. Les citoyens boliviens la déclaration de « désastre national » pour faciliter l'aide internationale et que celle-ci ne fasse pas l'objet d'obstacles administratifs.



Le Président Evo Morales avait intégré la *pachamama* dans la constitution : un droit pour la nature. C'est beau. En contradiction flagrante avec ces droits, le décret suprême 3973 facilite les brûlis de la forêt dits contrôlés, or il suffit que souffle le vent pour que plus rien ne soit contrôlé. Ce décret autorise que jusqu'à 20 ha soient incendiés sans aucune étude d'impact ou contrainte particulière. Les citoyens boliviens demandent son abolition.



Quant au Brésil, l'exportation de soja et de viande bovine a été clairement incriminée.

Et voilà pourquoi cela concerne le réseau agriculture d'Alsace Nature et de FNE Grand Est :

L'Europe importe 17,6 Mt de tourteaux de soja dont 41 % du Brésil et 39 % d'Argentine ; et 14,9 Mt de graines de soja dont 32 % du Brésil et 60 % des Etats-Unis¹. Pour la France, les importations de tourteaux s'élèvent en moyenne à 3,1 Mt de tourteaux de soja (dont 1,9 Mt en provenance du Brésil), 465 kt de tourteaux de colza et 920 kt de tourteaux de tournesol². En 1961, la superficie de soja nécessaire au Brésil et en Argentine pour exporter vers l'UE était de 0,1 million d'hectares et presque entièrement situés au Brésil (99%). En 2008, la superficie de soja requise pour les exportations des deux pays vers l'UE était passée à 11,8 millions d'hectares, dont la majorité (53%) était située au Brésil³.

L'industrie de la canne à sucre espère, avec le traité du Mercosur, pouvoir tripler ses revenus de l'export de sucre et d'éthanol⁴.

Système agroalimentaire, système de transports, compétitivité mensongère et mortifère... tout est lié. **Arrêtons d'importer du soja, du bioéthanol, de la viande bovine et des poulets issus de la déforestation** (fût-ce avec l'implication de coopératives et d'entreprises françaises) !

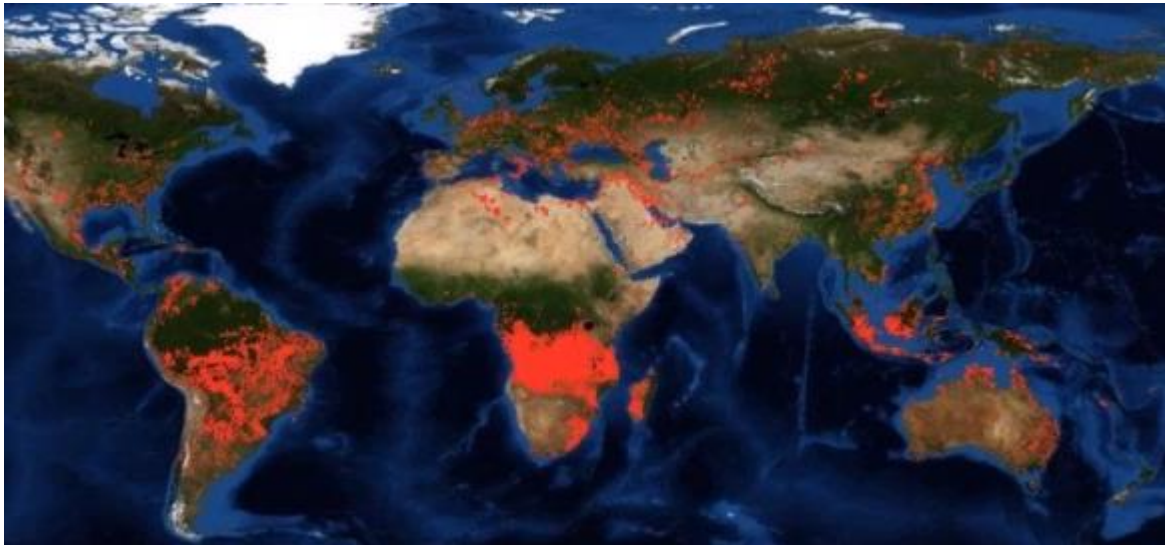
Le groupe Avril (lié à la FNSEA) investit au Brésil. Les entreprises françaises ne se préoccupent pas, à part quelques frémissements, de la traçabilité du soja et négligent leur devoir de vigilance. FNE a publié une enquête aux résultats affligeants⁵.

¹ Source : Commission européenne

² Source : FranceAgriMer

³ Annelies Boerema, Alain Peeters, Sanne Swolfs, Floor Vandevenne, Sander Jacobs, Jan Staes and Patrick Meire, *Soybean Trade: Balancing Environmental and Socio-Economic Impacts of an Intercontinental Market*, 31 May 2016, <https://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0155222>

⁴ <https://www.renewablesnow.com/news/brazil-expects-huge-rise-in-sugar-ethanol-exports-to-eu-660445/>



<https://www.20min.ch/ro/news/monde/story/L-Afrique-br-le-aussi--et-c-est-pire-qu-en-Amazonie-10953132>

25 à 35 % des gaz à effet de serre⁶ émis chaque année sont dus aux feux de forêts, sur tous les continents.

Mais **protéger le climat coûte beaucoup moins cher que de le laisser se réchauffer⁷**.

Sécuriser l'occupation des forêts par les peuples indigènes pourrait générer jusqu'à 10 000 \$ par hectare en services écosystémiques. Ce serait une méthode ayant un meilleur rapport efficacité/coût que d'autres méthodes de capture et de stockage de carbone.⁸

Et enfin pour les pistes d'action :

La *Stratégie contre la déforestation importée* de la France comporte de bonnes idées, mais ne répond pas à l'urgence. Son objectif est de descendre à zéro déforestation importée pour 2030, et on a vu avec les pesticides ce que donne ce genre de stratégies où on commence avec des groupes de travail et des programmes pour convaincre les acteurs économiques et financiers – toutes choses essentielles et incontournables, certes, mais peu incisives face au *business as usual*.

Est-ce que les collectivités sont un échelon d'action pertinent ? Les hautes instances inefficaces leur refilent la tâche. Elles doivent élaborer des PCAET (Plan Climat Air-Énergie Territorial). **Nous demandons que chaque PCAET intègre un volet sur l'abandon de la déforestation importée.**

Les PCAET doivent être particulièrement attentifs sur le **volet agricole**.

Nous demandons aussi que nos collectivités s'impliquent dans la solidarité et dans l'aide envers les collectivités en Amazonie, en Afrique, ... pour les soutenir dans ce combat pour préserver les forêts et leur biodiversité, qui rendent des services indispensables à la survie des générations futures de l'humanité.

⁵ <https://www.fne.asso.fr/communiqués/soja-et-d%C3%A9forestation-interpellation-des-entreprises-fran%C3%A7aises-de-la-grande>

⁶ https://www.esa.int/Our_Activities/Observing_the_Earth/Copernicus/Sentinel-2/More_of_Africa_scarred_by_fires_than_thought

⁷ New Climate Economy <https://newclimateeconomy.net/>

⁸ CLIMATE BENEFITS, TENURE COSTS. The Economic Case For Securing Indigenous Land Rights in the Amazon. 2016, World Resource Institute



Nous avons vivement apprécié que Christel Kohler, adjointe au maire de Strasbourg, vienne nous rejoindre et nous transmette l'espoir que Strasbourg s'engage dans une telle solidarité.

Sollicitons des communautés de communes dans ce but. Participons activement à la construction des PCAET, pour agir sur la déforestation importée et créer des solidarités.

La question est aussi posée : est-ce que la demande des Boliviens à leur gouvernement peut être relayée par la France ?

Quant à Muttersholtz (capitale française de la biodiversité 2017)... cette commune est jumelée à la commune guyanaise et amérindienne de Camopi en plein Amazonie à la frontière du Brésil, donc en première ligne. Leurs problèmes sont surtout l'orpaillage et sa pollution, et le suicide des jeunes.

